



REPRESENTATION PERMANENTE DE LA FRANCE
AUPRES DE L'O.S.C.E

N° 261/11/OSC

NOTE VERBALE

La Représentation permanente de la France auprès de l'OSCE présente ses compliments aux délégations des Etats participants ainsi qu'au Centre de Prévention des Conflits et a l'honneur de leur communiquer ci-joint, au titre de la décision FSC.DEC/17/10, les réponses de la France au questionnaire relatif au contrôle du courtage des Armes Légères et de Petit Calibre ./.

La Représentation permanente de la France auprès de l'OSCE saisit cette occasion pour renouveler aux délégations des Etats participants et au Centre de Prévention des Conflits l'assurance de sa haute considération.



Vienne, le 7 juillet 2011

Destinataires :

- Tous les Etats participants à l'OSCE
- Centre de Prévention des Conflits

*) Change of distribution status, text remains unchanged

ANNEXE

Questionnaire

Question	Sources	Question	YES	NO
1	PoA II.14	Does your country have laws, regulations and/or administrative procedures governing brokering in SALW?	X	
2		List laws and/or administrative procedures regulating SALW brokering in your country. <ul style="list-style-type: none"> - Décret n°2002-23 du 3 janvier 2002 modifiant le décret n°95-589 du 6 mai 1995. - Un projet de loi instaurant un régime d'autorisation préalable des opérations d'intermédiation portant sur des matériels de guerre et matériels assimilés a été déposé devant le Parlement. Il est en attente d'examen. 		
3	GGE Report §63 (i)	Are those laws and procedures part of the national export control system?	X	
		Comments. Le décret n°2002-23 instituant un contrôle <i>a posteriori</i> des intermédiaires agissant dans le domaine de l'armement modifie le décret n°95-589 du 6 mai 1995 qui constitue le principal texte d'application des dispositions relatives au régime des matériels de guerre, armes et munitions.		
4	FSC.DEC/8/04	Does your country have a definition of brokering activities by persons and entities?	X	
4a		If yes, please provide. Le décret n°2002-23 définit le courtage : "toute opération à caractère commercial ou à but lucratif dont l'objet est soit de rapprocher des personnes souhaitant conclure un contrat d'achat ou de vente de matériels de guerre ou de matériels assimilés, soit de conclure un tel contrat pour le compte d'une des parties. Cette opération d'intermédiation faite au profit de toute personne quel que soit le lieu de son établissement prend la forme d'une opération de courtage ou bien celle d'une opération faisant l'objet d'un mandat particulier ou d'un contrat de commission.		
5		Does your country require brokers to register before they can apply for brokering licences?	X	
		Comments. Les courtiers en armement doivent préalablement faire une déclaration au préfet du département dans lequel ils comptent exercer leurs activités.		
6		Does your country require a licence to engage in brokering activities?	X	
		Comments. Les courtiers en armement pour les armes des quatre premières catégories – correspondant aux armes du registre des nations unies – doivent obtenir une autorisation de fabrication, de commerce et d'intermédiation (AFCI) préalablement à l'exercice de leurs activités. Le projet de loi déposé au Parlement prévoit que les opérations		

		d'intermédiation feront d'objet d'une autorisation préalable, sous forme de licence individuelle ou globale.		
7		Does your country make a background check on past involvement in illicit activities before registering a broker or issuing brokering licences?	×	
		Comments. L'instruction d'une demande d'AFCI prend en compte les questions relatives à l'honorabilité du demandeur et son respect de la loi.		
8	PoA II.14	Does your country keep a register of SALW brokers/traders?	×	
		Comments. Les détenteurs d'AFCI doivent tenir un registre des opérations de commerce et d'intermédiation des matériels de guerre.		
9	FSC.DEC/8/04	Does your country require a licence for SALW brokering activities on the territory of your country regardless of the nationality of the brokers?	×	
		Comments. Le régime s'applique aux personnes établies ou résidentes en France, pour des opérations réalisées en France ou à l'étranger.		
10		Does your country control brokering activities outside your territory carried out by brokers of your country's nationality?	×	
		Comments. Uniquement si ces personnes de nationalité française sont établies ou résident en France.		
11		Does your country control brokering activities outside your territory carried out by non-citizen residents who are established in your country's territory?	×	
		Comments. Le régime s'applique aux personnes établies ou résidentes en France, pour des opérations réalisées en France ou à l'étranger.		
12	BPG, Brokering, V (1)	What is the policy on deciding which state's jurisdiction is appropriate for each brokering transaction?		
13	BPG, Brokering, V (5(i))	Does your country have requirements for end-use documentation that must be met before each brokering activity is authorized?		×
13a		If so, describe.		
14	PoA II.14	Does your country require a licence, permit or other authorization for each brokering transaction? Un projet de loi a été déposé devant le Parlement pour instaurer un contrôle a priori des opérations de courtage. Chaque opération d'intermédiation sera alors soumise à une obligation de licence (individuelle ou globale) qui sera délivrée après avis de la Commission Interministérielle pour l'Etude des Exportations de Matériels de guerre (CIEEMG).		×

15	GGE Report §44	Are such applications for a licence, permit or other authorization considered for approval on a case-by-case basis?		×
		Comments. Pas à ce stade, mais cela est prévu dans le projet de loi déposé au Parlement.		
16		Are there exceptions to the requirement to hold a licence or authorization for a brokering transaction?	×	
16a		Details (e.g. if the transaction is on behalf of the police or armed forces or other government officials) Le projet de loi prévoit que les opérations d'intermédiation qui consistent en des transferts de matériels entre des Etats membres de l'Union européenne seront exclues du nouveau régime.		
17		What are the criteria for granting a licence, permit or other authorization? Comme indiqué dans la réponse à la question n°7 l'instruction d'une demande d'AFCI prend en compte les questions relatives à l'honorabilité du demandeur et son respect de la loi. Ensuite, dans le cadre du projet de loi, les licences d'intermédiation seront délivrées par la CIEEMG et feront l'objet d'une analyse de risque au regard des huit critères de la Position Commune n° 2008/944/PESC de l'Union Européenne		
18	BPG, Brokering, V (3)	Is ex post facto licensing possible?		
18a		If yes, under which conditions?		
19		Does your country have measures to validate the authenticity of documentation submitted by the broker?	×	
19a		If so, describe those measures. L'administration effectue un contrôle <i>a posteriori</i> des intermédiaires et de leurs opérations, sur pièces et sur place, sur la base des comptes rendus d'activités semestriels établis par ces derniers. Elle peut exiger la fourniture de toute documentation permettant de vérifier la légalité des opérations effectuées.		
20	FSC.DEC/8/04	Does your country keep records of all licences or written authorizations issued?		×
20a		If yes, how long are the records kept for?		
		(a) 10 years		×
		(b) indefinitely	×	
		(c) other		×
21	BPG, Brokering, V (4(ii))	Does your country require brokers to report regularly on their activities?	×	
21a		If so, describe. Les courtiers en armement - établis ou résidant en France -		

		ayant obtenu une autorisation d'exercer sont tenus de tenir un registre de l'ensemble de leurs opérations effectuées depuis ou hors du territoire national, y compris entre deux pays tiers. Un compte-rendu semestriel doit être envoyé au Ministère de la Défense qui a obligation d'effectuer périodiquement un contrôle sur place et sur pièces.		
22	PoA II.3	It is a criminal offence to engage in a SALW brokering transaction without a licence or authorization in your country?	×	
		Comments. Le contrôle est assorti de sanctions pénales.		
23		Does your country share with other states information on such matters as disbarment of brokers and revocation of registration?		×
		Comments		
24		Does your country regulate activities that are closely associated with the brokering of SALW?		×
24a		If so, which of the following activities are regulated (check relevant boxes)		
		(a) acting as dealers or agents in SALW	×	
		(b) providing for technical assistance	×	
		(c) training		×
		(d) transport		×
		(e) freight forwarding		×
		(f) storage		×
		(g) finance		×
		(h) insurance		×
		(i) maintenance	×	
		(j) security		×
		(k) other services		×
		Comments		
25		Are these activities regulated by legislation on brokering or any other legislation? L'assistance technique et la maintenance sont contrôlées au titre du contrôle des exportations de matériel de guerre.		
26	PoA II.14	What penalties or sanctions does your country impose for illegal brokering activities? Le non respect de la réglementation en matière de courtage est sanctionné par 7 ans d'emprisonnement et 100 000 € d'amende.		

27	PoA II.14	If the answer to question 1 is « no », does your country wish to request assistance in developing laws, regulations and/or administrative procedures to regulate brokering in SALW?		
28		What kind of assistance do you require?		
29		Has your country developed a project proposal for assistance?		×
29a		Does your country require training on controlling brokering activities in SALW		×
30	PoA II.6	During the reporting period, was action taken against groups or individuals engaged in illegal brokering (e.g. prosecution)?		×
30a		Please give details		
31		Is your country content for these replies to be published on the OSCE website?	×	